

Questions orales

Si nous voulons relever ce défi de taille, il est temps que les dirigeants du monde cessent d'agir comme des comptables et se comportent plutôt en chefs d'État et en visionnaires, car c'est l'attitude que commandent la situation dans l'ancienne Union soviétique et l'intérêt de la démocratie en Russie.

* * *

L'ÉCONOMIE

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Le gouverneur de la Banque du Canada a présenté aujourd'hui son sixième rapport annuel dans lequel il dit, comme on pouvait s'y attendre, qu'il faudrait accorder une grande importance à la réduction de la dette.

Je tiens à rappeler au ministre des Finances que c'est le même gouverneur de la Banque du Canada qui a haussé les taux d'intérêt pour combattre l'inflation, qu'à chaque hausse d'un point des taux d'intérêt notre dette augmentait de 1,5 milliard de dollars et que cette politique des taux d'intérêt élevés a provoqué un nombre record de faillites chez les agriculteurs, les particuliers et les gens d'affaires. C'est le même gouverneur de la Banque du Canada qui a délibérément créé du chômage au Canada.

Le ministre des Finances n'est-il pas stupéfait d'apprendre que le gouverneur de la Banque du Canada ne constate pas l'échec de sa politique après six ans, pas plus d'ailleurs qu'il ne propose une nouvelle orientation? Le cas échéant, va-t-il convoquer le gouverneur de la Banque du Canada et lui dire qu'il ne sera pas possible de s'attaquer à la dette nationale aussi longtemps que le gouverneur ne verra rien de mal à ce qu'il y ait 1,5 million de chômeurs au pays?

• (1430)

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, c'est plutôt l'argument utilisé par le chef du Nouveau Parti démocratique qui me stupéfie.

Je crois qu'elle est partisane de maintenir les taux d'intérêt bas. Or, pour cela, il faut que l'inflation soit également basse. C'est pourquoi nous avons aujourd'hui le taux d'escompte le plus bas depuis 21 ans et les taux hypothécaires les plus bas depuis 35 ans. Qu'est-ce que ma collègue a à redire à cela?

Ma collègue reconnaît sans doute qu'il nous faut nous remettre sur le droit chemin et qu'il y a des signes

encourageants—ainsi, l'*Ottawa Citizen* d'aujourd'hui titre: «La reprise économique est prête à s'amorcer.» Un autre titre se lit comme suit: «La reprise aidant, certains secteurs sont d'attaque, selon un analyste.»

M. Milliken: Vous essayez d'y arriver depuis huit ans.

Une voix: La baisse est de 10 points aujourd'hui.

M. Mazankowski: Nous revoilà! Personne n'aime les bonnes nouvelles de ce côté-là de la Chambre. Pourtant, les bonnes nouvelles ne manquent pas: la situation du chômage s'améliore, la croissance de l'économie est à la hausse, les exportations s'intensifient, les ventes de maisons sont à la hausse, tout comme les ventes réalisées dans le secteur manufacturier. Pourquoi la députée boude-t-elle ces résultats?

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire.

Il est évident que si ce gouvernement et le gouverneur de la Banque du Canada n'avaient pas suivi la politique financière et monétaire qu'ils ont mise en place il y a six ans et que si ce gouvernement n'avait pas fait doubler la dette au cours des huit dernières années et demie, nous n'aurions pas besoin de ces mesures de relance dont il parle. Nous n'aurions pas besoin d'une relance aussi vigoureuse puisque le problème ne serait pas si grave.

Il est évident que ce gouvernement et le gouverneur de la Banque du Canada suivent depuis des années une politique monétaire qui a entraîné une récession spécifiquement canadienne. Selon deux cabinets d'analyse économique très bien cotés au Canada, Infrometrica et WEFA, il y aurait eu moins de chômage et notre produit intérieur brut aurait été plus important si les taux d'intérêt étaient restés plus bas à l'époque.

Je prétends que c'est la politique de son gouvernement, appuyée par le gouverneur de la Banque du Canada, qui a créé ces problèmes. Le ministre va-t-il déposer un budget pour s'attaquer au problème du chômage que nous devons à son gouvernement?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, le chef du Nouveau Parti démocratique serait en bonne compagnie avec les premiers ministres de l'Ontario, de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique qui reconnaissent tous que le déficit et la dette sont un grave problème dans ce pays.

Si elle veut parler d'accumulation de dettes record, je lui rappellerais que sous les libéraux, la dette a été multipliée par 11.